L'histoire urbaine environnementale au Québec. Un domaine de recherche en émergence

Urban Environmental History in Quebec: An Emerging Research Field

Claire Poitras

Volume 9, numéro 1, 2006

Penser l'histoire environnementale du Québec. Société, territoire et écologie

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1000799ar>
DOI : <https://doi.org/10.7202/1000799ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Globe, Revue internationale d'études québécoises

ISSN

1481-5869 (imprimé)
1923-8231 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Poitras, C. (2006). L'histoire urbaine environnementale au Québec. Un domaine de recherche en émergence. *Globe*, 9(1), 93-111.
<https://doi.org/10.7202/1000799ar>

Résumé de l'article

Ce texte fait le point sur les tendances thématiques émergentes en histoire urbaine environnementale au Québec. Après avoir dressé un bilan des travaux historiques qui ont intégré les enjeux environnementaux dans leurs analyses, l'article lance quelques pistes de réflexion sur la manière dont l'histoire urbaine pourrait poursuivre l'exploration d'une approche environnementale, c'est-à-dire qu'il propose un cadre d'analyse tenant compte des situations et des sites urbains ainsi que de leurs caractéristiques tout en s'attachant aux interrelations entre l'espace social, l'espace construit et l'espace naturel.

L'histoire urbaine environnementale au Québec. Un domaine de recherche en émergence¹

Claire Poitras
INRS – Urbanisation, Culture et Société

Résumé – Ce texte fait le point sur les tendances thématiques émergentes en histoire urbaine environnementale au Québec. Après avoir dressé un bilan des travaux historiques qui ont intégré les enjeux environnementaux dans leurs analyses, l'article lance quelques pistes de réflexion sur la manière dont l'histoire urbaine pourrait poursuivre l'exploration d'une approche environnementale, c'est-à-dire qu'il propose un cadre d'analyse tenant compte des situations et des sites urbains ainsi que de leurs caractéristiques tout en s'attachant aux interrelations entre l'espace social, l'espace construit et l'espace naturel.

Urban Environmental History in Quebec: An Emerging Research Field

Abstract – *This text takes the measure of the emerging thematic tendencies in urban environmental history in Quebec. After drawing up an account of historical work that has incorporated environmental stakes into its analyses, it*

1. En plus de dresser un bilan des travaux réalisés en histoire urbaine environnementale au Québec, ce texte répond aux commentaires formulés par Joel Tarr et Nicolas Kenny lors de l'atelier sur l'urbanisation du colloque « Positionner le Québec dans l'histoire environnementale mondiale » (Montréal, septembre 2005), organisé conjointement par le Programme d'études sur le Québec de l'Université McGill, le groupe de recherche Quelques arpents de neige et la Chaire de recherche du Canada en histoire environnementale du Québec de l'Université du Québec à Trois-Rivières. Je tiens à remercier les organisateurs du colloque pour leur invitation, ainsi que Joel Tarr, Nicolas Kenny et les évaluateurs anonymes de la revue *Globe* pour leurs commentaires et critiques sur une première version de ce texte. Je souhaite également souligner la contribution financière du Conseil de recherches en sciences humaines du Canada et du Fonds québécois de la recherche sur la société et la culture dans la réalisation de mon programme de recherche sur la métropolisation et l'histoire urbaine environnementale.

Claire Poitras, « L'histoire urbaine environnementale au Québec. Un domaine de recherche en émergence », *Globe. Revue internationale d'études québécoise*, vol. 9, n° 1, 2006.

proposes several paths of reflection on the way in which urban history could pursue and explore an environmental approach, that is to say, a framework of analysis taking urban sites and situations and their characteristics into account while examining the interrelations between social, built, and natural space.

En Europe et aux États-Unis, on signale souvent que l'histoire urbaine environnementale s'est considérablement développée au cours des années 1990². Comme en témoigne la parution récente de deux numéros de périodiques scientifiques sur la thématique de l'histoire de l'environnement³, les chercheurs québécois et canadiens ont également pris part au développement des connaissances historiques dans ce domaine. Quelle place occupent la ville et l'urbain dans ces travaux ?

Comme l'a proposé Martin Melosi⁴, l'histoire urbaine environnementale vise essentiellement à tenir compte du milieu où prennent place les établissements humains et à analyser les interrelations entre l'espace social, l'espace construit et l'espace naturel. Ces interrelations peuvent prendre différentes formes : l'exploitation, la domestication – par le biais notamment des technologies –, ou encore la mise en valeur des éléments naturels du milieu. Comment les emplacements sur lesquels se développent les villes influencent-ils les choix quant à l'aménagement ? Et comment le développement urbain transforme-t-il les sites biogéophysiques ? C'est la notion de site urbain – c'est-à-dire le cadre topographique de la ville à l'échelle locale et ses caractéristiques – qui est ici invoquée. Cette notion nous incite à faire appel à différentes disciplines comme la géographie, la géomorphologie, l'hydrologie, la climatologie et l'écologie pour bien saisir la manière dont l'environnement physique oriente l'aménagement et le développement des villes.

2. Dieter SCHOTT, « Urban Environmental History : What Lessons are There to be Learnt ? », *Boreal Environment Research*, n° 9, 2004, p. 519-528.

3. *Urban History Review/Revue d'histoire urbaine* a publié un numéro spécial sur l'histoire environnementale à l'automne 2005, et la *Revue d'histoire de l'Amérique française* a fait un appel de textes pour un numéro thématique.

4. Martin V. MELOSI, « Urban Environmental History on Two Continents : Europe and the United States », communication présentée dans le cadre du 20^e Congrès international des sciences historiques, Sydney, juillet 2005.

En plus d'étudier les pratiques sociales et politiques visant la transformation des milieux naturels, l'histoire urbaine environnementale demande de porter attention aux perceptions et aux représentations sociales, autrement dit aux aspects culturels sous-jacents dans les problèmes soulevés par la présence et la transformation de la nature. C'est que la relation nature-culture n'est pas unidirectionnelle, et l'environnement peut transformer la vie urbaine en raison de l'expérience sensorielle qu'il procure. Pensons à la manière dont sont expérimentés les odeurs, les bruits, la poussière, la suie, le froid ou la chaleur en milieu urbain et au fait que des éléments naturels comme la végétation, l'eau et l'air pur peuvent être perçus comme des antidotes aux maux des grandes villes industrielles. Comme l'a démontré l'historien du sensible Alain Corbin⁵, l'imaginaire social est déterminant dans les perceptions sensorielles (olfactives, visuelles et sonores), d'où l'importance d'une approche culturelle pour comprendre la complexité des phénomènes environnementaux.

Malgré le fait qu'il soit situé dans un pays très vaste, faiblement peuplé et réputé pour la diversité et la richesse de ses écosystèmes, le Québec se définit depuis le début du xx^e siècle, à l'instar du Canada, par son caractère urbain. Le recensement canadien de 1931 révélait d'ailleurs que la population du pays était urbaine à plus de 53 %⁶, avec des variations provinciales et intraprovinciales (par exemple, les taux d'urbanisation du Québec et de l'Ontario se situaient au-dessus de la moyenne canadienne⁷). Qui plus est, au cours du xx^e siècle, la concentration démographique dans les agglomérations a été accompagnée d'un étalement urbain accru, avec des conséquences néfastes sur l'environnement. Que signifie l'urbanisation en matière de dégradation ou de préservation des milieux naturels? Quelles sont les dynamiques à l'œuvre dans la construction des villes qui ont des effets défavorables sur l'environnement (perte des boisés, des terres humides et des sols arables, pollution

5. Alain CORBIN, *Le miasme et la jonquille*, Paris, Aubier, 1982.

6. STATISTIQUE CANADA, Statistiques historiques du Canada.

7. Au sujet du Québec, voir le numéro spécial des *Cahiers québécois de démographie* sur la transition démographique et l'urbanisation au Québec à la fin du xix^e siècle et au début du xx^e siècle (*Cahiers québécois de démographie*, vol. 30, n° 2, 2001).

de l'air, des sols et des cours d'eau, etc.)? De quelle manière les infrastructures de transport influencent-elles les choix qui sont offerts aux citoyens quant à leur mobilité quotidienne? En quoi le désir des ménages d'avoir plus d'espace et de se rapprocher des espaces verts contribue-t-il à exacerber les problèmes environnementaux?

Cela dit, il existe des différences notables entre le fait de vivre au cœur d'une agglomération de plus de trois millions de personnes – comme Montréal, dont la densité était, en 2001, de 826,6 habitants au kilomètre carré – et le fait d'habiter une petite localité se trouvant en périphérie d'une agglomération de 640 000 habitants telle que Québec, où la densité est de 213 habitants au kilomètre carré. Ainsi, le rapport à l'environnement d'un Montréalais habitant un quartier central industriel – et, par ricochet, sa tolérance aux nuisances urbaines – est sans doute fort différent de celui d'un habitant de la banlieue de Québec, qui bénéficie de plus d'espace et d'un plus grand accès à la « nature ». Dit autrement, l'histoire urbaine environnementale doit faire appel à la comparaison afin de mieux dégager les particularités locales du milieu social et construit (densité, répartition des fonctions urbaines dans l'espace, caractéristiques du cadre bâti et des infrastructures urbaines), et elle doit en tirer des conclusions plus générales quant à la façon dont la nature est mise au service du développement urbain.

En plus de la concentration de la population dans un nombre limité d'agglomérations⁸, le développement récent du réseau urbain québécois met en lumière une évolution sociodémographique et économique qui prend, par ses racines historiques, une coloration particulière. Dominant leur hinterland, les villes québécoises ont assumé de multiples fonctions, ces dernières n'étant pas mutuellement exclusives : capitale provinciale dans le cas de Québec⁹ ; centre industriel¹⁰, financier et culturel, et

8. En 1996, le Québec comptait six régions métropolitaines de recensement (Montréal, Québec, Ottawa-Hull, Chicoutimi-Jonquière, Sherbrooke et Trois-Rivières), regroupant 65,7 % de la population totale du Québec.

9. Serge COURVILLE et Robert GARON [éd.], *Québec, ville et capitale*, Sainte-Foy, Presses de l'Université Laval, coll. « Atlas historique du Québec », 2001.

10. Robert LEWIS, *Manufacturing Montreal*, Baltimore, Johns Hopkins University Press, 2000.

plaque tournante ferroviaire et portuaire dans le cas de Montréal¹¹ ; villes nées de l'exploitation des ressources naturelles (forêts, mines¹², énergie hydroélectrique¹³) ou d'une industrie spécifique (pâtes et papiers, produits chimiques, électrometallurgie¹⁴) ; etc. En quoi les caractéristiques propres au réseau urbain québécois ont-elles contribué à déterminer les enjeux environnementaux ? Pouvons-nous repérer une différenciation des problèmes environnementaux compte tenu des différentes fonctions assumées par les villes du Québec ? Ces enjeux se distinguent-ils de ceux qu'ont rencontrés les autres villes du continent nord-américain, ou encore celles de l'Europe ? Par exemple, est-ce que les villes québécoises ont connu plus de succès dans la lutte contre la pollution que les autres villes d'Amérique du Nord ? Comment les acteurs sociaux – les différents paliers gouvernementaux, les entreprises privées, les élites urbaines, les institutions religieuses, etc. – ont-ils réagi aux transformations environnementales provoquées par l'urbanisation et l'industrialisation ? Quels dispositifs de gestion des conflits ont été mis en place ? Ces questions ne sont pas exhaustives, mais elles permettent néanmoins de lancer le débat

11. Isabelle GOURNAY et France VANLAETHEM [éd.], *Montréal Métropole, 1880-1930*, Montréal, Centre canadien d'architecture/Boréal, 1998.

12. Pierre CLOUTIER, « Les villes de l'amiante : Thetford Mines et Black Lake », mémoire de maîtrise, Département de géographie, Université Laval, Québec, 1966 ; Laurent DESHAIES, « La croissance des villes minières canadiennes, essai d'explication », *Cahiers de géographie du Québec*, vol. 19, n° 46, 1975, p. 61-86 ; Garry ROBERT, « De Schefferville à Sept-Îles : l'épopée du minerai de fer », *La Revue de géographie de Montréal*, vol. 25, n° 3, 1970, p. 294-300.

13. Normand BROUILLETTE, « Shawinigan Falls, ville de l'électricité, ville de l'industrie », Robert FORTIER, [éd.], *Villes industrielles planifiées*, Montréal, Boréal/Centre canadien d'architecture, 1996, p. 51-87 ; Pierre LANTHIER et Normand BROUILLETTE, « Shawinigan Falls de 1898 à 1930 : l'émergence d'une ville industrielle au sein du monde rural », *Urban History Review/Revue d'histoire urbaine*, vol. 19, n° 1-2, 1990, p. 42-55 ; Jean-Pierre KESTEMAN, *Histoire de Sherbrooke. Tome 3 : La ville de l'électricité et du tramway (1897-1929)*, Sherbrooke, GGC, 2002 ; Jean-Pierre KESTEMAN, *La ville électrique : un siècle d'électricité à Sherbrooke, 1880-1988*, Sherbrooke, Olivier, 1988 ; Robert TREMBLAY, « Énergie et aménagement : villes industrielles planifiées du Québec, 1890-1950 », *Urban History Review/Revue d'histoire urbaine*, vol. 25, n° 1, 1996, p. 57-59.

14. José E. IGARTUA, *Arvida au Saguenay : naissance d'une ville industrielle*, Montréal/Kingston, McGill-Queen's University Press, 1996 ; Lucie K. MORISSET, *Arvida, cité industrielle : une épopée urbaine en Amérique*, Sillery, Septentrion, 1999.

sur la place de l'histoire urbaine environnementale dans l'historiographie québécoise. De plus, il faut souligner que les questions énoncées ici n'ont pas été explicitement ou nécessairement abordées par les chercheurs québécois. Elles visent plutôt à exposer le type d'analyse qui peut être poursuivi par les approches combinant les questionnements propres à l'histoire urbaine et ceux concernant l'histoire environnementale.

L'objectif de ce texte n'est pas d'effectuer une synthèse des travaux en histoire urbaine environnementale au Québec, mais de dégager les tendances thématiques émergentes et identifier les courants venus d'autres disciplines. Les travaux de recherche en histoire urbaine environnementale ont été influencés notamment par des courants conceptuels et des approches provenant de la géographie, de l'aménagement et de la sociologie¹⁵. Dans un premier temps, je ferai un bref bilan des travaux en histoire urbaine qui ont intégré les enjeux environnementaux dans leurs analyses. Dans un deuxième temps, je proposerai quelques pistes de réflexion sur la manière dont l'histoire urbaine pourrait bénéficier d'une perspective environnementale.

L'histoire urbaine environnementale au Québec. Quelques éléments de bilan

L'assainissement de la ville industrielle

Un survol des thèmes abordés par les historiens de la ville montre que certaines questions liées à l'environnement ont animé les chercheurs au cours des dernières années. Ainsi, s'inspirant des travaux réalisés aux États-Unis et en Europe sur les infrastructures urbaines et les réseaux techniques urbains¹⁶, plusieurs chercheurs ont mis en lumière les pro-

15. Je pense ici aux travaux sur le déploiement des infrastructures urbaines et des réseaux techniques urbains (aqueduc, égouts, téléphonie) qui sont mentionnés plus loin dans cet article et qui ont fait appel aux approches sociotechnique et socioconstructiviste ou à la sociologie politique.

16. Joel A. TARR, *The Search for the Ultimate Sink*, Akron, Ohio, University of Akron Press, 1996 ; Martin V. MELOSI, *The Sanitary City : Urban Infrastructure in America from Colonial Times to the Present*, Baltimore, Johns Hopkins University Press, 2000 ; Joel A. TARR et Gabriel DUPUY [éd.], *Technology and the Rise of the*

blèmes environnementaux générés par l'urbanisation et l'industrialisation à partir du ^{xx}e siècle. Historiquement, les problèmes de salubrité urbaine et de santé publique¹⁷ liés à la concentration démographique qu'ont vécu les villes québécoises sont analogues à ceux qu'ont connus toutes les villes occidentales. Il en va de même des solutions adoptées pour résoudre ces problèmes, notamment le recours aux réseaux techniques urbains pour améliorer la qualité de vie des citoyens¹⁸. Par ailleurs, le cœur de ces analyses concerne les problèmes urbains et les solutions adoptées pour les résoudre – les modes de gestion, les dispositifs réglementaires, les choix technologiques –, ainsi que les conflits politiques et sociaux sous-jacents à leur implantation¹⁹, et ne concerne pas les problèmes environnementaux comme tels (les effets de l'urbanisation sur les écosystèmes). Je pense en particulier à la question du rôle des secteurs public et privé dans l'offre de services urbains, qui a été minutieusement examinée. Ainsi, d'une manière générale, au Québec, rares sont les recherches historiques qui ont tenté de saisir les dynamiques à l'œuvre entre un site urbain – incluant ses composantes écosystémiques – et les interventions humaines visant à le domestiquer et à le transformer en habitat urbain.

Networked City in Europe and North America, Philadelphie, Temple University Press, 1988.

17. Voir entre autres : François GUÉRARD, « L'hygiène publique et le recul de la mortalité infantile, Trois-Rivières de 1895 à 1939 », *Cahiers québécois de démographie*, vol. 30, n° 2, 2001, p. 231-259 ; François GUÉRARD, *La santé publique dans deux villes du Québec de 1887 à 1939 : Trois-Rivières et Shawinigan*, thèse de doctorat, Département d'histoire, Université du Québec à Montréal, 1993 ; Benoît GAUMER, Georges DESROSIERS et Othmar KEEL, *Histoire du Service de santé de la ville de Montréal, 1865-1975*, Sainte-Foy, Les Éditions de l'IQRC, 2002 ; Peter KEATING et Othmar KEEL [éd.], *Santé et société au Québec, ^{xix}-^{xx}e siècle*, Montréal, Boréal, 1995.

18. Claire POTRAS, *La cité au bout du fil (le téléphone à Montréal, de 1879 à 1930)*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 2000 ; Dany FOUGÈRES, *L'approvisionnement en eau à Montréal. Du privé au public, 1796-1865*, Québec, Septentrion, 2004 ; Louise POTHIER [éd.], *L'eau, l'hygiène publique et les infrastructures*, Montréal, Groupe PGV, Diffusion de l'archéologie, 1996 ; Robert GAGNON, *Questions d'égouts. Santé publique, infrastructures et urbanisation à Montréal au ^{xix}e siècle*, Montréal, Boréal, 2006.

19. Christopher G. BOONE, « Language Politics and Flood Control in Nineteenth-Century Montreal », *Environmental History*, juillet, vol. 1, n° 3, 1996, p. 70-85.

L'exploitation des ressources naturelles et le développement urbain

Certains travaux ont tenté de mettre au jour les tensions découlant de l'exploitation des ressources naturelles qui se trouvent à proximité des milieux urbanisés ou en voie d'industrialisation et d'urbanisation. Comme je l'ai déjà souligné, un des traits caractéristiques des villes québécoises est l'abondance et la proximité des ressources naturelles, la plupart de celles-ci étant renouvelables (eau, forêt, énergie hydraulique). Le développement économique et social des villes a été intimement lié à la transformation de ces ressources à des fins industrielles et urbaines. Par exemple, converti en électricité, le pouvoir de l'eau vive augmente la productivité industrielle, facilite la mobilité urbaine et suburbaine, et améliore le confort des habitants²⁰. Toutefois, l'abondance des ressources naturelles a également conduit à leur surexploitation. En analysant les controverses suscitées par la transformation de l'environnement à des fins industrielles à partir de la fin du ^{xix}^e siècle, certains travaux de recherche ont montré les tensions inhérentes à l'industrialisation de la nature²¹ et ses impacts sur les paysages agricoles²². Les travaux des chercheurs québécois ont notamment mis en lumière les transformations physiques que subissent les milieux ruraux situés à proximité des villes et au sein desquels sont aménagées des centrales hydroélectriques : ennoïement des terres, modification des berges et des usages des cours d'eau, recul des activités agricoles au profit d'activités intensives de production industrielle, aménagement de bâtiments et de complexes de production qui expriment les caractéristiques de l'ère machiniste, déploiement de réseaux aériens de distribution de l'énergie nouvelle.

20. Claude BELLAVANCE et Paul-André LINTEAU, « La diffusion de l'électricité à Montréal au début du ^{xx}^e siècle », Horacio CAPEL et Paul-André LINTEAU [éd.], *Barcelona-Montréal. Desarrollo urbano comparado/Développement urbain comparé*, Barcelone, Universitat de Barcelona, 1998, p. 239-258.

21. Voir par exemple Claire POITRAS et Michèle DAGENAI, « Controverses environnementales et gouvernance urbaine. Les aménagements hydroélectriques dans la région de Montréal (1895-1984) », communication présentée dans le cadre du 20^e Congrès international des sciences historiques, Sydney, 1-9 juillet 2005.

22. Louis-Raphaël PELLETIER, « Revolution in the Landscape : Hydroelectricity and the Heavy Industrialisation of the Society and Environment of the Comté de Beauharnois, 1930s-40s », thèse de doctorat, Département d'histoire, Ottawa, Carleton University (en cours).

Incorporer la nature à la ville et à la banlieue

Une autre thématique qui a été abordée par les historiens concerne les rapports nature-culture en milieu urbain et périurbain. Pour réconcilier la ville et la nature, trois stratégies ont été principalement étudiées par les chercheurs : d'abord, la conception et l'aménagement de parcs ; ensuite, l'aménagement de lotissements résidentiels faisant une grande place aux espaces verts et à la végétation ; et enfin, la quête de la nature par le biais du développement de la villégiature²³.

C'est dans le contexte de la ville industrielle que ces stratégies sont élaborées. À partir des années 1870, les pouvoirs publics locaux sont particulièrement interpellés par les contrastes accrus entre les conditions de vie des ménages ouvriers et celles des élites. Les disparités s'expriment d'une manière criante, en particulier par rapport aux aspects physiques des milieux résidentiels, et la segmentation sociospatiale tend à s'accroître. Afin de surmonter certains problèmes environnementaux des villes industrielles, les municipalités ont été les premiers acteurs publics à constituer des espaces libres réservés à la détente et aux loisirs. La présence de nombreux lieux de loisir et de vastes parcs²⁴ comme celui du Mont-Royal, à Montréal – une colline encore peu touchée par l'urbanisation au moment de sa constitution en parc dans les années 1870²⁵ –, a favorisé le développement d'une nature de proximité dans les milieux urbains en voie d'industrialisation.

23. Michèle DAGENAI, « Fuir la ville : villégiature et villégiateurs dans la région de Montréal, 1890-1940 », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 58, n° 3, hiver 2005, p. 315-345 ; Caroline AUBIN DES ROCHES, « Représentations et pratiques de la villégiature à Montréal au tournant du xx^e siècle », mémoire de maîtrise, Département d'histoire, Université de Montréal, 2005.

24. Michèle DAGENAI, « Inscrire le pouvoir municipal dans l'espace urbain : la formation du réseau des parcs à Montréal et Toronto, 1880-1940 », *The Canadian Geographer/Le Géographe canadien*, vol. 46, n° 4, 2002, p. 347-364 ; Gilles SÉNÉCAL et Diane SAINT-LAURENT, « Espaces libres et enjeux écologiques : deux récits du développement urbain à Montréal », *Recherches sociographiques*, vol. 40, n° 1, 1999, p. 33-54 ; Lawrence Peter KREDL, « The Origin and Development of Mount Royal Park, Montréal 1874-1900 : Ideal vs Reality », mémoire de maîtrise, Département de géographie, Toronto, Université York, 1983.

25. Claire POITRAS et Joanne BURGESS (pour le compte de la Commission des biens culturels du Québec), *Étude de caractérisation de l'arrondissement historique et naturel du Mont-Royal*, Québec, Commission des biens culturels du Québec, 2005.

Certes, la nature en ville n'est pas socialement distribuée d'une manière équitable, et, dans une grande ville comme Montréal, les éléments de l'environnement naturel qui sont à même d'influencer l'aménagement urbain (la topographie, la provenance des vents dominants, etc.) jouent en faveur des groupes sociaux les plus privilégiés. De plus, les travaux sur le développement des rares exemples de cités-jardins ou de banlieues-jardins aménagées au Québec à partir des années 1910²⁶ ont démontré que celles-ci n'ont pas contribué à un élargissement de l'accès à la nature. Ainsi, les inégalités relatives à l'environnement suivent celles qui frappent les classes sociales en milieu urbain. En outre, à l'échelle métropolitaine, la fragmentation institutionnelle a encouragé une répartition inégale des espaces verts, certaines zones étant clairement mieux pourvues en espaces libres que d'autres. Comme l'ont suggéré plusieurs chercheurs, notamment Samuel Hays²⁷, il est clair que, pour bien saisir les enjeux environnementaux, il faut traiter des aspects sociopolitiques et institutionnels, de même que des mécanismes par lesquels les politiques de protection et de conservation de l'environnement sont élaborées.

Les représentations de la nature mettant l'accent sur ses vertus apaisantes et assainissantes s'inscrivent dans l'histoire des expériences sensorielles. Ainsi, à partir de la seconde moitié du XIX^e siècle, les citadins sont mis en contact avec la nature de différentes manières, notamment par le biais des excursions dans les grands parcs urbains ou encore, pour les membres de l'élite, par la pratique de loisirs en plein air (raquette, golf, nautisme, chasse à courre) et le développement de la

26. Voir par exemple : Paul TRÉPANIÉ, « Témiscaming. Une cité-jardin du nord », Robert FORTIER [éd.], *Villes industrielles planifiées*, Montréal, Boréal/Centre canadien d'architecture, 1996, p. 119-152 ; Lawrence Douglas MCCANN, « Planning and Building the Corporate Suburb of Mount Royal, 1910-1925 », *Planning Perspectives*, vol. 11, n° 3, 1996, p. 259-301 ; Jean-Pierre COLLIN, « La cité sur mesure : spécialisation sociale de l'espace et autonomie municipale dans la banlieue montréalaise, 1875-1920 », *Revue d'histoire urbaine/Urban History Review*, vol. 13, n° 1, 1984, p. 19-34 ; Huguette CHARLAND, « Préville, 1948-1969 : une ville planifiée sur la rive sud de Montréal », mémoire présenté comme exigence partielle, Département d'histoire, Université du Québec à Montréal, 2004.

27. Samuel HAYS, *Environmental Politics since 1945*, Pittsburgh, Pittsburgh University Press, 2000.

villégiature²⁸. Au fur et à mesure que les effets de l'urbanisation et de l'industrialisation détériorent les milieux naturels, plusieurs activités de plein air sont repoussées à la périphérie, dorénavant accessible grâce au réseau ferroviaire.

À partir de la seconde moitié du ^{xx}e siècle, on assiste à la diversification des groupes d'acteurs qui participent à la préservation des espaces naturels demeurés peu affectés par la croissance urbaine. Ainsi, afin de protéger ces espaces des pressions de l'urbanisation, certains groupes sociaux ont contribué à la création de réserves naturelles. C'est le cas, entre autres, de quelques représentants de l'élite économique et des institutions d'enseignement lors de la constitution des réserves naturelles dans la forêt de la vallée laurentienne se trouvant à proximité des milieux urbanisés²⁹. Au Québec, il faut attendre la fin des années 1970 et le début des années 1980 pour que le gouvernement provincial intervienne par la création des parcs nationaux. Certains espaces situés en banlieue de Montréal bénéficient alors d'une protection juridique (la colline montérégienne de Saint-Bruno et les îles de Boucherville). Au cours des mêmes décennies, la Communauté urbaine de Montréal (une agence supra-locale de services) met également sur pied un réseau de parcs régionaux qui permet de préserver des espaces verts.

28. Michèle DAGENAI, « Fuir la ville : villégiature et villégiateurs dans la région de Montréal, 1890-1940 », *op. cit.* ; Caroline AUBIN DES ROCHES, « Retrouver la ville à la campagne : la villégiature à Montréal au tournant du ^{xx}e siècle », *Revue d'histoire urbaine/Urban History Review*, vol. 34, n° 2, p. 17-29.

29. On peut penser entre autres à la réserve Gault, située sur le mont Saint-Hilaire, sur la rive sud de Montréal. Elle a été créée en 1958, lorsque le brigadier Andrew Hamilton Gault a légué sa propriété du mont Saint-Hilaire (achetée en 1913) à l'Université McGill. Un autre exemple est la forêt urbaine de l'arboretum Morgan, une propriété située dans l'ouest de l'île de Montréal et acquise par l'Université McGill en 1945.

Les mouvements environnementaux et leur portée politique

Des travaux historiques³⁰ et, surtout, sociologiques³¹ sur le mouvement vert au Québec ont été réalisés au cours des deux dernières décennies. Cependant, la composante urbaine demeure largement absente de ces analyses, qui portent d'abord et avant tout sur les stratégies organisationnelles des acteurs et sur la portée politique de leurs actions. Par ailleurs, l'étude des valeurs défendues par les représentants des mouvements environnementaux démontre que ces derniers étaient davantage préoccupés par le développement humain et la justice sociale³². Par conséquent, on peut dire que les acteurs du mouvement vert au Québec avaient plus d'affinités, sur le plan idéologique, avec ceux du mouvement vert européen qu'avec ceux de son pendant américain, ce dernier étant surtout préoccupé par la protection de la nature sauvage (*wilderness*)³³.

Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, les représentants des mouvements associatifs occupent le devant de la scène en ce qui a trait à la formulation des problèmes de pollution. Par exemple, dans les années 1950, la Ligue anti-pollution du Québec, qui représente les amateurs de chasse et de pêche, commande des études qui posent un diagnostic sévère sur l'état des cours d'eau qui traversent le Québec et ses

30. Voir notamment : Michel GIRARD, *L'écologisme retrouvé. Essor et déclin de la Commission de la conservation du Canada*, Ottawa, Presses de l'Université d'Ottawa, 1994. Cet ouvrage traite de la Commission de la conservation du Canada. Active entre 1909 et 1921, cette instance gouvernementale fédérale avait pour mandat de convaincre les pouvoirs publics d'adopter des politiques progressistes par rapport à l'environnement, de sensibiliser le public et de soutenir la recherche scientifique afin de développer des moyens de production moins dommageables pour l'environnement. Par rapport aux problèmes environnementaux des villes, les membres de la Commission étaient surtout préoccupés par la question du logement et de l'immigration.

31. Jean-Guy VAILLANCOURT, « Le mouvement vert québécois : entre l'écologie et l'écologisme », *Possibles*, n° 9, 1985, p. 35-47 ; et Jane E. BARR, « The Origins and Emergence of Quebec's Environmental Movement : 1970-1985 », mémoire présentée comme exigence partielle, Département de géographie, Université McGill, 1995.

32. Jane E. BARR, *op. cit.*, p. 130.

33. *Ibid.*

régions urbaines³⁴. Ces études démontrent que la pollution des eaux vives a atteint des niveaux très inquiétants et que la concentration élevée de polluants (matières nutritives et organiques, diverses composantes chimiques) peut compromettre la qualité de la source d'alimentation en eau brute. Au cours des années 1950, la crise de la pollution des eaux vives à laquelle sont confrontés les habitants et les pouvoirs publics des milieux urbains, suburbains et ruraux change le rapport à l'environnement. Bien sûr, les problèmes de salubrité publique rencontrés par les villes au ^{xix}^e siècle sont désormais choses du passé, mais de nouveaux risques encourus lors de la pratique de certaines activités impliquant un contact avec les cours et plans d'eau (pêche, baignade) représentent une inquiétude dans la seconde moitié du ^{xx}^e siècle. Par exemple, dans la région de Montréal, il est devenu malsain de se baigner dans plusieurs rivières et lacs. Qui plus est, les rejets polluants ont des effets dévastateurs sur les écosystèmes, sans compter qu'ils réduisent considérablement l'attrait de lieux auparavant recherchés pour leur beauté et leurs caractéristiques naturelles³⁵. C'est que, avant la mise sur pied de la Régie de l'épuration des eaux du Québec au début des années 1960 et la création du programme québécois d'assainissement des eaux du Québec en 1978, très peu de villes traitaient leurs eaux usées. L'intervention accrue de l'État en matière environnementale a conduit à la mise en place de mesures de contrôle plus strictes par rapport aux rejets polluants, et ce, dans différents secteurs (production industrielle, extraction et transformation des minéraux, etc.). Cet événement nous rappelle que l'histoire urbaine environnementale doit analyser le rôle politique des différents paliers gouvernementaux (local, provincial et fédéral) et tenir compte des échelles d'intervention multiples qu'entraînent les enjeux environnementaux.

34. Chloé DELIGNE, Michèle DAGENAI et Claire POITRAS, « Gérer l'eau en milieu urbain. Regards croisés sur Bruxelles et Montréal, 1870-1980 », S. JAUMAIN et Paul-André LINTEAU [éd.], *Bruxelles et Montréal. Usagers et usages de la ville aux ^{xix}^e et ^{xx}^e siècles*, Bruxelles, Peter Lang (à paraître).

35. Jennifer READ, « Water Supply and Pollution in Canada », Char MILLER [éd.], *The Atlas of U.S. and Canadian Environmental History*, New York, Routledge, 2003, p. 76-77.

Des pistes pour poursuivre la réflexion

Ce court bilan des travaux réalisés en histoire urbaine environnementale montre que le champ demeure largement ouvert à l'analyse historique. Par exemple, on connaît encore peu les impacts de l'urbanisation sur la faune et la flore. Pour poursuivre le débat, j'aimerais proposer quelques pistes de recherche.

Revoir l'histoire des grands travaux publics à la lumière de leurs impacts environnementaux

L'aménagement des villes dans des sites où les éléments naturels (comme les cours d'eau) sont omniprésents exige d'importants travaux d'ingénierie. À partir des années 1850, l'espace des villes québécoises a été modelé par plusieurs grands chantiers qui avaient pour but de le rendre conforme aux exigences des échanges marchands et du capitalisme industriel. On peut penser aux aménagements portuaires, au dragage et à la canalisation du Saint-Laurent, à la construction de digues et de barrages essentiels à l'implantation de vastes complexes industriels, entre autres. Plus le ^{xx}e siècle avance, plus les projets d'aménagement et de développement urbains ont des impacts majeurs à la fois sur les écosystèmes et sur les populations urbaines. Par exemple, dans les années 1960, la construction du métro de Montréal et l'aménagement du site de l'Exposition universelle de 1967 ont entraîné une transformation majeure du paysage riverain montréalais.

En 1978, un élément important change la donne : la controverse autour de la construction d'une autoroute dans la région de Québec qui aurait détruit une zone écologique de grande valeur (les battures de Beauport). Cet événement entraîne la mise sur pied, par le gouvernement du Québec, du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE). Depuis lors, tous les grands travaux publics et privés ayant des incidences sur l'environnement – dont plusieurs se trouvent en milieu urbain – sont soumis à une procédure d'évaluation environnementale et au débat public. L'histoire d'un organisme comme le BAPE n'a pas encore été réalisée, et les études d'impact environnemental représentent

à cet égard une excellente source d'informations pour retracer les modifications apportées aux écosystèmes³⁶.

La désindustrialisation et les espaces à contraintes environnementales

Se concentrant sur la croissance des villes, les travaux en histoire urbaine environnementale mettent surtout en évidence les impacts de l'urbanisation et de l'industrialisation sur les conditions de vie des citoyens. Or, à cause de la déconcentration des activités urbaines à l'échelle métropolitaine et internationale, à partir des années 1960, les grandes villes industrielles ont été durement touchées par le déclin lié au recul des activités de production dans les zones urbaines centrales. Cela dit, nous disposons encore de peu de travaux historiques sur le déclin urbain³⁷ (démographique et économique), de même que sur les pratiques de revitalisation, y compris la réhabilitation des sites à contraintes environnementales³⁸.

Si, par le passé, le vécu des habitants et des travailleurs des villes mono-industrielles³⁹ a été examiné, notamment par rapport aux conditions de travail, il en va autrement des problèmes environnementaux.

36. Il faut noter que la société Hydro-Québec a produit une synthèse des connaissances environnementales acquises lors des études réalisées dans le cadre des aménagements hydroélectriques dans le Nord du Québec. Voir : Gaétan HAYEUR et Claude DEMERS, *Synthèse des connaissances environnementales acquises en milieu nordique de 1970 à 2000*, Montréal, Hydro-Québec, 2001. Toutefois, une telle synthèse des incidences des grands projets sur l'environnement et le milieu humain en zone fortement urbanisée n'a pas encore été réalisée.

37. L'ouvrage de Steven High sur la fermeture des usines dans la région transfrontalière de la *Rust Belt* comble en partie cette lacune : Steven HIGH, *Industrial Sunset. The Making of North America's Rust Belt, 1969-1984*, Toronto, University of Toronto Press, 2003.

38. À ce sujet, consulter Gilles SÉNÉCAL et Diane SAINT-LAURENT [éd.], *Les espaces dégradés. Contraintes et conquêtes*, Montréal, Presses de l'Université du Québec, 2000.

39. On peut penser ici à certaines villes des régions périphériques créées à l'instigation d'entreprises d'exploitation minière dans les années 1920 et 1930, notamment Rouyn et Noranda, Val d'Or et Asbestos.

Comment concilier les exigences du capitalisme industriel et du développement urbain et celles de la protection de l'environnement ? Par exemple, à la fin des années 1980, le ministère québécois de l'Environnement a procédé à l'inventaire des sites hautement contaminés. La région de l'Abitibi était alors au premier rang en ce qui concerne le nombre de ces sites, à cause des résidus miniers. Compte tenu de son lourd passé industriel, Montréal se classait au deuxième rang. Que représente une telle position – et les stigmates qu'elle implique – pour l'avenir d'une ville et d'une région métropolitaine comme Montréal ?

L'analyse du déclin économique des villes industrielles (comme Montréal, Sherbrooke, Trois-Rivières ou Shawinigan) et de ses conséquences sur l'environnement pourrait permettre aux historiens de mieux cerner les incidences écologiques de la production industrielle (contamination des sols, des nappes phréatiques et des sédiments, création de vastes friches industrielles hautement hypothéquées par la présence de souillures, etc.). Avec le recul des activités industrielles lourdes, comment est repensée la vocation des vastes espaces laissés vacants après le départ des entreprises (les nouveaux paysages de la ville post-moderne⁴⁰) ? Cette question implique de réfléchir à l'occupation des sols afin de saisir les incidences environnementales des choix effectués en matière d'aménagement et de réaménagement urbains, et ce, tant en zone urbanisée qu'en zone périphérique.

Les impacts environnementaux de la suburbanisation et de l'étalement urbain

Les incidences environnementales – l'empreinte écologique – et sociales reliées à l'étalement urbain (dispersion des activités dans l'espace métropolitain, perte de terres agricoles et de zones boisées et humides, accroissement des déplacements en automobile⁴¹ et de la

40. Canadian Centre for Architecture, *An Industrial Landscape Observed: the Lachine Canal, 14 July to 25 October 1992*, Montréal, Centre canadien d'architecture, 1992.

41. Yves BUSSIÈRE, « L'automobile et l'expansion des banlieues: le cas de Montréal, 1901-2001 », *Urban History Review/Revue d'histoire urbaine*, vol. 18,

pollution atmosphérique, déclin démographique et économique des quartiers centraux, transformation des paysages agricoles⁴²), qui prend son essor au Québec au lendemain de la Seconde Guerre mondiale et en particulier dans les années 1960, ont surtout été abordées par les chercheurs en études urbaines. La loi sur l'aménagement et l'urbanisme, de même que celle sur la protection du territoire agricole ont été adoptées très tardivement au Québec, c'est-à-dire à la fin des années 1970. De surcroît, leurs effets en matière de protection de l'environnement, en particulier par rapport à la protection du territoire agricole dans la plaine de Montréal, ont été très faibles.

La périurbanisation entraîne aussi l'exploitation des ressources naturelles non renouvelables essentielles à la construction, d'une part, du cadre bâti et, d'autre part, des routes et rues pour desservir les nouveaux lotissements résidentiels. Ainsi, l'aménagement de sites d'extraction, de carrières et de sablières en milieu agricole et périurbain a des effets importants sur les paysages (création de vastes friches et de cavités béantes sur les flancs des collines). De plus, comme ils ont servi de déversoirs pour les activités jugées indésirables, les espaces en périphérie des grandes villes ont été autant, sinon plus pollués par les rejets industriels et domestiques de toutes sortes : décharges et dépotoirs, lieux d'entreposage ou de production de matières dangereuses (explosifs, munitions, produits chimiques), etc. Historiquement, plusieurs petites municipalités de banlieue ont été plus laxistes que les villes-centres quant à la réglementation sur l'entreposage et la manutention des matières dangereuses et polluantes.

n° 2, 1989, p. 159-165 et Yves BUSSIÈRE ; et Yves DALLAIRE, « Étalement urbain et motorisation : où se situe Montréal par rapport à d'autres agglomérations? », *Cahiers de géographie du Québec*, vol. 38, n° 105, 1994, p. 327-343.

42. Julie ARCHAMBAULT et Jacques T. GODBOUT, « Le rural en ville : Laval », *Recherches sociographiques*, vol. 29, n° 2-3, 1988, p. 445-454 ; Gilles SÉNÉCAL, Marcel GAUDREAU et Serge DESROCHES, « Les mécanismes de production de la forme urbaine et la conservation des espaces agricoles et naturels dans la région de Montréal : le cas de Laval », *Cahiers de géographie du Québec*, vol. 38, n° 105, 1994, p. 301-326.

Le climat et les catastrophes environnementales

À plusieurs occasions aux ^{xix}^e et ^{xx}^e siècles, les grandes villes du Québec ont été transformées par des conflagrations. Ces événements ont forcé les autorités publiques locales à repenser l'aménagement urbain et la réglementation relative aux matériaux de construction et à l'implantation des immeubles⁴³.

Plusieurs catastrophes environnementales ont aussi eu lieu dans des espaces à la périphérie des grandes villes : l'incendie d'un entrepôt de BPC en 1988 à Saint-Basile-le-Grand, l'incendie de la décharge de pneus usagés à Saint-Amable en 1990 et la contamination des lagunes de Mercier. Ces événements nous ont fait prendre conscience de la fragilité des mesures de prévention.

Grâce au climat généralement clément du Québec, et malgré la rigueur des hivers, les villes québécoises sont demeurées relativement à l'abri de catastrophes naturelles, à quelques exceptions près : éboulement, tremblement de terre, grands incendies, inondations, tempêtes de neige et de verglas⁴⁴. Les catastrophes naturelles ont moins affecté les villes québécoises.

Comment vit-on les saisons en milieu urbain ? Comment les citoyens s'organisent-ils pour faire face aux variations importantes du climat québécois ? Quelles sont les stratégies de défense contre le froid hivernal et les canicules de l'été ? Comment les municipalités sont-elles parvenues à garantir un certain confort aux habitants (adoption de mesures réglementaires concernant les habitations) ?

Fortement teintée de présentisme, l'histoire urbaine environnementale nous ramène fréquemment à des enjeux contemporains. Pendant

43. Robert SWEENEY, « The Urban Ecology of Social Segregation and Industrialisation in a 19th Century Town », communication présentée dans le cadre du 20^e Congrès international des sciences historiques, Sydney, juillet 2005.

44. Parmi les événements récents, on peut rappeler les inondations au Saguenay en juillet 1996, et la tempête de verglas à Montréal et en Montérégie en janvier 1998. Ces phénomènes climatiques paralysent la ville pendant quelques jours, provoquent des pannes d'électricité et causent surtout des dommages matériels.

longtemps, la ville et la nature ont été considérées de manière antinomique. Toutefois, depuis les années 1970, avec la croissance du mouvement environnemental, la question de la qualité de vie en ville a ramené au cœur des débats sociaux la place de la nature en contexte urbain.

Au Québec, le développement des villes a été fortement modulé par la présence de la nature (choix des sites, caractéristiques topographiques, proximité des ressources). Avec le temps, certaines caractéristiques géomorphologiques sont oubliées, voire ignorées. Compte tenu de la perspective diachronique qu'ils privilégient, les historiens devraient être plus présents dans les débats concernant l'aménagement urbain et la sélection de sites pour diverses activités résidentielles, récréatives et industrielles. À l'ère de la ville durable – la nouvelle utopie urbaine ? –, les connaissances historiques sont essentielles dans les villes qui doivent faire face à un constant re-développement. Alors que nous sommes invités à repenser nos rapports à la nature et à l'environnement, un examen des pratiques et des représentations passées s'avère essentiel pour éclairer notre réflexion sur les modèles de développement adoptés et les choix effectués.